

REPUBLIQUE FRANCAISE



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE LA MEUSE

Recueil N°66

25 Juillet 2016

SOMMAIRE

PREFECTURE DE LA MEUSE

DÉLÉGATIONS DE SIGNATURE

Arrêté n°2016-1645 du 25 juillet 2016 accordant délégation de signature à M. André GASTÉBOIS, Lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meuse, pour l'établissement des conventions relatives à la facturation des prestations fournies par les services d'ordre

Décision n° 2016-1646 du 25 juillet 2016 de nomination du délégué adjoint et de délégation de signature du délégué de l'Agence Nationale de l'Habitat à l'un ou plusieurs de ses collaborateurs.

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

BUREAU DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Arrêté n° 2016 - 1630 du 20 juillet 2016 portant modification de l'arrêté n° 2006-1355 du 2 juin 2006 modifié portant nomination d'un régisseur d'État et d'un régisseur suppléant auprès de la police municipale de Ligny-en-Barrois

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Arrêté n°2016-5384 du 08 juillet 2016 autorisant la capture de poissons à des fins scientifiques dans la Meuse

Arrêté préfectoral n°2016-5389 du 19 juillet 2016 portant prescriptions spécifiques à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant aménagement du ruisseau dit "LE PREMIER LOCQ" Commune de Lion-Devant-Dun

Arrêté 2016-06-21-001 du 21 juin 2016 approuvant le plan de gestion des poissons migrateurs du bassin Seine-Normandie pour la période 2016-2021

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION
SOCIALE ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**

Arrêté DDCSPP n° 2016 – 102 du 22 juillet 2016 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale

Arrêté DDCSPP n° 2016 - 103 du 22 juillet 2016 portant subdélégation de signature d'ordonnateur secondaire

Arrêté DDCSPP n° 2016 - 104 du 22 juillet 2016 portant subdélégation de signature du pouvoir adjudicateur

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE LA MEUSE
ISSN 0750-3969
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE
DE LA MEUSE
REALISATION ET COMPOSITION : SERVICE DES RESSOURCES ET DES MOYENS
Tél. : 03.29.77.58.20
Le recueil des actes administratifs est consultable sur le site internet de la Préfecture :
www.meuse.gouv.fr

PRÉFET DE LA MEUSE

PREFECTURE DE LA MEUSE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES COLLECTIVITES
TERRITORIALES ET DU
DEVELOPPEMENT
LOCAL

Bureau du développement local
et de la coordination

Bar-le-Duc, le 25 JUIL. 2016

Arrêté n°2016-1645

Délégation de signature à M. André GASTEBOIS,
Lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meuse,
pour l'établissement des conventions relatives à la facturation des prestations
fournies par les services d'ordre

Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la loi n°95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu la loi n°2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2010-1295 du 28 octobre 2010 modifiant le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie et le décret n° 2008-252 du 12 mars 2008 modifié relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2010-1298 du 28 octobre 2010 portant attribution de produits au budget du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales en application du décret n° 97-199 du 5 mars 1997 modifié et du décret n° 2008-252 du 12 mars 2008 modifié ;

Vu le décret du 12 novembre 2014 nommant M. Jean-Michel MOUGARD préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 2010 fixant le montant des remboursements de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie ;

Vu l'ordre de mutation n° 095242/GEND/DPMGN/SDGP/BPO/SHE du 21 décembre 2015, prenant effet le 1er août 2016 et nommant M. André GASTEBOIS, lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meuse ;

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :

de 8:45 à 12:00 : ouverture des guichets et des services et de 13:30 à 17:00 : uniquement sur rendez-vous
40 rue du Bourg BP 30512 55012 BAR LE DUC CEDEX - Tél : 03 29 77 55 55 - Télécopie : 03 29 79 64 49

site internet : www.meuse.gouv.fr

mel : pref-courrier@meuse.gouv.fr

Sur proposition de la directrice des services du cabinet de la préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : A compter du 1^{er} août 2016, délégation de signature est donnée à M. André GASTEBOIS, lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meuse, à l'effet de signer les conventions relatives aux modalités de facturation de certaines prestations de services d'ordre fournies par les forces de gendarmerie et dont les coûts reviendront aux organisateurs des différentes manifestations.

Article 2 : L'arrêté n° 2014-3970 du 1^{er} décembre 2014 est abrogé à compter du 1^{er} août 2016.

Article 3 : La directrice des services du cabinet du Préfet de la Meuse et le commandant du groupement de gendarmerie de la Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse.

Le Préfet,



Jean-Michel MOUGARD



PRÉFET DE LA MEUSE

Direction Départementale
des Territoires

DECISION N° 2016-1646 du 25 JUL. 2016

**Décision de nomination du délégué adjoint et de délégation de signature
du délégué de l'Agence Nationale de l'Habitat à l'un ou plusieurs de ses collaborateurs.**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Délégué de l'Agence Nationale de l'Habitat dans le département de la Meuse, en vertu des dispositions de l'article L.321-1 du code de la construction et de l'habitation.

DECIDE :

Article 1^{er} :

Monsieur Philippe CARROT, Directeur Départemental des Territoires de la Meuse est nommé délégué adjoint de l'agence nationale de l'habitat dans la Meuse.

Article 2 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Philippe CARROT, délégué adjoint, à effet de signer les actes et documents suivants :

Pour l'ensemble du département :

- tous actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, à l'attribution des subventions ou au rejet des demandes, au retrait, à l'annulation et au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux III de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation (humanisation des structures d'hébergement) dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions ;
- tous actes relatifs à l'instruction des demandes de subvention des bénéficiaires mentionnés aux IV et V de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation (RHI-THIRORI), à l'instruction des demandes d'acomptes et leur liquidation ainsi qu'à l'instruction des demandes de versement du solde de la subvention ;

- tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées pour la gestion par l'Anah des aides propres des collectivités territoriales en application de l'article L. 312-2-1 du code de la construction et de l'habitation dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions ;
- la désignation des agents chargés du contrôle mandatés pour effectuer des contrôles sur place ;
- tous actes et documents administratifs, notamment décision d'agrément ou de rejet, relatifs à l'instruction des demandes d'habilitation d'opérateurs d'AMO ;
- toute convention relative au programme habiter mieux ;
- le rapport annuel d'activité;
- après avis du délégué de l'Agence dans la région, les conventions pour la gestion des aides à l'habitat privé prévues à l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les avenants aux conventions en cours.
- tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées en application des articles L. 301-5-1, L. 301-5-2 et L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- tous actes et documents administratifs relatifs au retrait, à l'annulation et le cas échéant au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux I et II de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation, dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur, pour les dossiers ayant fait l'objet d'une attribution de subvention antérieurement à l'entrée en vigueur de la convention signée en application de l'article L. 321-1-1.

Article 3 :

Concernant le conventionnement des logements au titre des articles L. 321-4 et L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation, délégation permanente est donnée à Monsieur Philippe CARROT, délégué adjoint, à l'effet de signer les actes et documents suivants :

1. les conventions qui concernent des logements ne faisant pas l'objet d'une subvention de l'Anah ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulant les engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.
2. tous documents afférant à ces conventions, dans le cadre de l'instruction préalable à leur conclusion, leur prorogation ou leur résiliation ainsi que toutes demandes de renseignements auprès des bailleurs ayant conclu une convention au titre de l'article L. 321-4 ou L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation.
3. de façon générale, pour les besoins du contrôle et dans les conditions prévues à l'article R. 321-29, tous les documents relevant de missions de vérification, de contrôle et d'information liées au respect des engagements contractuels et au plein exercice du contrôle de l'Agence.
4. Le cas échéant, tous actes relatifs aux pénalités, en cas d'inexécution des conventions par les bailleurs, dans les conditions fixées dans lesdites conventions.

Article 4 :

Délégation est donnée à Monsieur Gérard AUDINOT, chef du service urbanisme et habitat et à Monsieur Philippe GAZEAU, adjoint du chef du service urbanisme et habitat, aux fins de

signer les actes et documents mentionnés aux articles 2 et 3 relatif au conventionnement, à l'exception de la signature du programme d'actions et du rapport d'activité, des conventions pluriannuelles d'opérations programmées, des conventions de gestion ainsi que des avenants aux conventions en cours, des conventions d'OIR et de la signature des actes notariés d'affectation hypothécaire.

Délégation est donnée à Monsieur Hubert GILLET, chef de l'unité Politiques de l'Habitat, aux fins de signer les actes et documents mentionnés aux articles 2 et 3 relatifs au conventionnement, à l'exception de la signature du programme d'actions et du rapport d'activité, des conventions pluriannuelles d'opérations programmées, des conventions de gestion ainsi que des avenants aux conventions en cours, des conventions d'OIR et de la signature des actes notariés d'affectation hypothécaire, des actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes d'habilitation d'opérateurs d'AMO.

Article 5 :

Délégation est donnée à Madame Joëlle MOUËLLIC, responsable du pôle ANAH de la DDT, aux fins de signer :

- en matière de conventionnement, les seuls documents visés aux points 2 et 3 de l'article 3 de la présente décision ;
- les accusés de réception des demandes de subvention ;
- les demandes de pièces complémentaires et autres courriers nécessaires à l'instruction courante des dossiers et à l'information des demandeurs.

Article 6 :

Délégation est donnée à Madame Laurence LEFEBVRE, à Monsieur Aimé MAPELLI, instructeurs, aux fins de signer :

- les accusés de réception des demandes de subvention ;
- les demandes de pièces complémentaires et autres courriers nécessaires à l'instruction courante des dossiers et à l'information des demandeurs.

Article 7 :

La décision n°2016-5051 du 11 janvier 2016 est abrogée.

Article 8 :

Ampliation de la présente décision sera adressée :

- à Monsieur le directeur départemental des territoires de la Meuse ;
- à Monsieur le Président du Conseil Départemental ou M. le Président de l'établissement public de coopération intercommunale ayant signé une convention de gestion des aides à l'habitat privé conformément à l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- à Madame la directrice générale de l'Anah, à l'attention de M. le directeur administratif et financier ;
- à Monsieur l'agent comptable de l'Anah ;
- aux intéressé(e)s.

Article 9 :

La présente décision fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Article 10 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Le délégué de l'Agence,


Jean-Michel MOUGARD



PREFET DE LA MEUSE

Préfecture
Secrétariat général
Direction des Collectivités Territoriales
et du Développement Local
Bureau des Relations
avec les Collectivités Territoriales

ARRETE N° 2016 ~~162~~ du 20 JUL. 2016
portant modification de l'arrêté n° 2006-1355 du 2 juin 2006 modifié portant nomination d'un
régisseur d'État et d'un régisseur suppléant auprès de la police municipale de Ligny-en-
Barrois

Le Préfet de la Meuse
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le décret du 12 novembre 2014 portant nomination du préfet de la Meuse,

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 modifié relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-3903 du 23 décembre 2002 portant institution d'une régie de recettes d'État auprès de la police municipale de la commune de Ligny-en-Barrois,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-1355 du 2 juin 2006 portant nomination d'un régisseur d'État et d'un régisseur suppléant auprès de la police municipale de Ligny-en-Barrois,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011-1032 du 18 mai 2011 portant modification de l'article 3 de l'arrêté n° 2006-1355 du 2 juin 2006 relatif à la nomination d'un régisseur d'État et d'un régisseur suppléant auprès de la police municipale de Ligny-en-Barrois,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-2406 du 12 novembre 2015 portant modification de l'arrêté n° 2006-1355 du 2 juin 2006 modifié portant nomination d'un régisseur d'État et d'un régisseur suppléant auprès de la police municipale de Ligny-en-Barrois,

Vu la proposition du maire de Ligny-en-Barrois du 21 juin 2016,

Vu l'agrément du directeur départemental des finances publiques de la Meuse en date du 12 juillet 2016,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Meuse,

A R R E T E

Article 1er : L'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 2006-1355 du 2 juin 2006 modifié est remplacé par les dispositions suivantes :



Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :
de 8:45 à 12:00 : ouverture des guichets et des services et de 13:30 à 17:00 : uniquement sur rendez-vous
40 rue du Bourg CS 30512 55012 BAR LE DUC CEDEX - Tél : 03 29 77 55 55 - Télécopie : 03 29 79 64 49
site internet : www.meuse.gouv.fr courriel : pref-courrier@meuse.gouv.fr

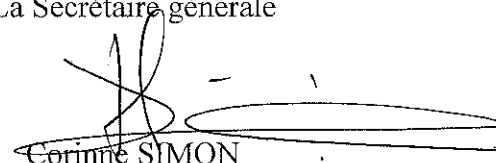
Mme Virginie RAPENNE, gardien de police municipale de Ligny-en-Barrois, est nommée régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

L'article 2 dudit arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

M. Dominique VILLIER, agent de surveillance de la voie publique de Ligny-en-Barrois, est nommé régisseur suppléant.

Article 2 : La secrétaire générale de la préfecture de la Meuse, le directeur départemental des finances publiques de la Meuse et le maire de Ligny-en-Barrois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à titre de notification à Mme Virginie RAPENNE, à M. Dominique VILLIER et au comptable public de Ligny-en-Barrois. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse.

Le Préfet,
Le Préfet et par délégation,
La Secrétaire générale



Corinne SIMON

PRÉFET DE LA MEUSE

Direction Départementale
des Territoires

ARRÊTÉ

N° 2016-5384 du - 8 JUL. 2016

autorisant la capture de poissons à des fins scientifiques dans la Meuse

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU le code de l'environnement et notamment, les articles L212-2-2, R.212-22, L.436-9, L.432-10 et R.432-6 à R.432-9 ;
- VU le décret du 12 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Michel MOUGARD, Préfet de la Meuse ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2016-1068 du 18 mai 2016 donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Joël VIDIER, Directeur Départemental des Territoires de la Meuse par intérim,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2014-4253 du 20 mars portant règlement permanent de la pêche en eau douce dans le département de la Meuse ;
- VU le SDAGE Seine-Normandie actuellement en vigueur ;
- VU la demande présentée le 14 juin 2016 par le bureau d'études AQUABIO ;
- VU l'avis réputé favorable du service départemental de la Meuse de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques ;
- VU l'avis réputé favorable de la Fédération de la Meuse de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique ;

Considérant que les pêches scientifiques sollicitées permettront d'obtenir un diagnostic de la qualité piscicole de la Meuse ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

ARRÊTE

- Article 1 :** Le bureau d'étude Aquabio – 7 rue des Cours Rouleaux – 35440 FEINS est autorisé, dans le ruisseau de Venise à VAL-D'ORNAIN, à capturer des poissons, dans un but scientifique et à les transporter dans les conditions et sous les réserves précisées dans les articles suivants du présent arrêté.
- Article 2 :** Ces opérations sont réalisées dans le cadre du suivi de la qualité biologique des cours d'eau des Vallées de la Marne. Sont exclues de la présente autorisation, les captures de sauvegarde ou de gestion de peuplements piscicoles pour expositions à but pédagogique ou autre, ainsi que toute opération impliquant le transport du poisson hormis les dispositions du 3^e alinéa de l'article 6 du présent arrêté.
- Article 3 :** **Sont responsables de l'exécution matérielle :**
- M Karim ZMANTAR
 - M Matthieu LAMBRY
 - M Matthieu BLANCHARD
 - M Luc NICOLINO
 - Mme Stéphanie RIOM
- Article 4 :** La présente autorisation est valable du **1^{er} juillet** jusqu'au **31 octobre 2016**.
- Article 5 :** Les méthodes de pêches autorisés sont l'échantillonnage des poissons à l'électricité et aux engins passifs.
- Article 6 :** Le poisson capturé sera remis à l'eau sur place, après identification et mesures biométriques, sauf dans les cas suivants :
- les poissons en mauvais état sanitaire ;
 - le poisson mort au cours de la pêche. Il sera remis au détenteur du droit de pêche jusqu'à concurrence de ses frais. Au-delà, il sera remis à un représentant de l'autorité publique ou une œuvre de bienfaisance ;
 - les poissons destinés aux analyses ou observations scientifiques. Ils seront détruits après intervention ;
 - les poissons appartenant aux espèces dont l'introduction dans les eaux libres est interdite et qui devront être détruits sur place.
- Article 7 :** Conformément à l'article L 212-2-2 du code de l'environnement, le bénéficiaire a libre passage dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des droits qui sont liés à la présente autorisation. Il devra avoir envoyé, au moins 2 semaines avant la date prévue d'intervention, un courrier précisant la date, l'heure et la localisation de la pêche, l'objectif de la pêche, le nombre d'intervenants et le protocole envisagé, auprès de la mairie de VAL D'ORNAIN pour un affichage public et auprès de l'AAPPMA concernée.
- Article 8 :** En cas de modification par rapport à la demande initiale, le bénéficiaire est tenu de prévenir par écrit (télécopie, courriel le cas échéant), au moins dix jours à l'avance, le Délégué Inter-régional de l'ONEMA, le service départemental de l'ONEMA, le service de police de l'eau DDT et le cas échéant, la Mairie et l'AAPPMA concernée, en leur fournissant les dates, le programme et les lieux de capture.

Article 9 : Le format des données qui doivent être fournies après réalisation des pêches, devra faire l'objet d'un accord préalable avec l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (délégation inter-régionale de Metz) afin de se conformer au Schéma Directeur de Données sur l'Eau du bassin hydrographique.

Les protocoles d'échantillonnages devront s'appuyer sur les normes européennes quand elles existent ("Guidance", normes CEN, notamment pour les pêches à l'électricité, pêche aux filets).

Dans le délai d'**un mois** après la réalisation des opérations, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser un compte-rendu d'exécution respectant les protocoles ou formats précités et précisant la destination donnée aux poissons pêchés :

- au Directeur Départemental des Territoires ;
- au Délégué Inter-régional de l'ONEMA qui fait part de ses avis et de ses observations quant à l'exploitation des données ;
- au Président de la Fédération de la Meuse pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

Le compte-rendu d'exécution doit être revêtu des observations et de la signature de l'agent commissionné au titre de la police de la pêche, qui est désigné pour contrôler les opérations.

Article 10 : **Six mois** après l'expiration de l'autorisation exceptionnelle, le bénéficiaire adresse au préfet coordonnateur de bassin un rapport indiquant les opérations réalisées au titre de l'autorisation, en précisant leurs objets, dates et lieux d'exécution.

Article 11 : Le bénéficiaire de l'autorisation, ou la personne responsable de l'exécution matérielle, doit présenter l'autorisation à toute demande des agents chargés de la police de la pêche en eau douce. S'il ne peut le faire ou s'il s'y refuse, il s'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 3^e classe.

La personne qui participe à l'exécution d'une opération de capture ou de transport s'expose aux sanctions prévues par la législation et la réglementation de la pêche en eau douce, si le bénéficiaire de l'autorisation ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération n'est pas présent sur les lieux.

Article 12 : Les autorisations exceptionnelles de capture et de transport du poisson sont personnelles et incessibles. Elles peuvent être retirées à tout moment et sans indemnité si le bénéficiaire ne respecte pas les clauses figurant dans son autorisation ou les prescriptions qui lui sont liées, ou si lui-même ou la personne responsable de l'exécution matérielle n'est pas présent au cours de l'opération.

Dans le cas de défaut d'accord du détenteur du droit de pêche, l'autorité administrative peut procéder au retrait de l'autorisation. Le contrevenant s'expose de surcroît à des poursuites aux fins de réparations civiles.

Article 13 : S'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5^e classe, toute personne qui n'a pas respecté les prescriptions de la présente autorisation.

Article 14 : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et peut être déféré au tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de sa publication.

Article 15 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires, le Chef du Service Départemental de l'ONEMA et le bureau d'étude Aquabio sont char-

gés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur est notifié.

Une copie en sera adressée au Délégué Inter-régional de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, à la Fédération de la Meuse pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, ainsi qu'à la Mairie et à l'AAPPMA citées à article 7.

Fait à Bar-le-Duc, le 8 juillet 2016

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires par intérim,



Joël VIDIER



PRÉFET DE LA MEUSE

ARRETE PREFECTORAL N°2016- 5389
PORTANT PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A DÉCLARATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L 214-3
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CONCERNANT
AMÉNAGEMENT DU RUISSEAU DIT "LE PREMIER LOCQ"
COMMUNE DE LION-DEVANT-DUN

LE PRÉFET DE LA MEUSE

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2015 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 09 Mai 2016, présenté par la COMMUNE DE LION DEVANT DUN représentée par Monsieur le Maire WINDELS Daniel, enregistré sous le n° 55-2016-00070 et relatif à Aménagement du ruisseau dit "Le Premier Locq" ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui du dit projet ;

VU le courrier en date du adressé au pétitionnaire pour observation sur les prescriptions spécifiques ;

CONSIDERANT l'orientation T3-O4.1 du SDAGE Rhin-Meuse « Limiter au maximum les opérations conduisant à une banalisation, une artificialisation ou une destruction des écosystèmes » ;

CONSIDERANT que des prescriptions spécifiques doivent être apportées au projet ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la MEUSE ;

ARRETE

Titre I : OBJET DE LA DECLARATION

Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à COMMUNE DE LION DEVANT DUN représenté par Monsieur le Maire WINDELS Daniel de sa déclaration en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

Aménagement du ruisseau dit "Le Premier Locq"

et situé sur la commune de LION-DEVANT-DUN.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année: 1° Supérieur à 2000 m3 (A) 2° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. Est également exclu jusqu'au 1er janvier 2014 l'entretien ayant pour objet le maintien et le rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation lorsque la hauteur de sédiments à enlever est inférieure à 35 cm ou lorsqu'il porte sur des zones d'atterrissement localisées entraînant un risque fort pour la navigation. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir.	Déclaration	Arrêté du 30 mai 2008

Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 2 : Prescriptions générales

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

Article 3 : Prescriptions spécifiques

Intervention sur le ruisseau dit « le Premier Locq » : sur le tronçon de l'aval du village à l'aqueduc du chemin communal

- Sédiments

Le lit du cours d'eau ne sera pas surcreusé. L'extraction des matériaux se limitera à la vase et aux matériaux organiques. Les matériaux grossiers tels que les galets, les graviers, les cailloux et les pierres seront maintenus dans la mesure du possible, dans le lit du cours d'eau.

Les matériaux extraits seront régalez sur les parcelles riveraines de manière à ne pas créer de merlon en bordure du cours d'eau ou évacués conformément à la réglementation, notamment hors zone humide ou zone inondable.

- Dimension du ruisseau

Les dimensions du ruisseau devront être conformes au profil en travers joint au dossier de déclaration.

Le profil en travers réalisé veillera à la création d'un lit mineur d'étiage visant à concentrer les écoulements en période de basses eaux, favorisant le transport solide et l'auto-épuration du ruisseau.

Une micro-sinuosité, lorsqu'elle sera possible, sera appliquée au profil en long du ruisseau.

- Plantations

Des plantations seront réalisées sur l'ensemble du tronçon concerné.

Elles pourront être réalisées sur une seule berge (exposition au sud, créant un ombrage sur le cours d'eau), de manière continue ou en bosquets.

La récupération et le bouturage de sujets seront privilégiés.

- Période d'intervention

Le cours d'eau est classé en première catégorie, et à ce titre, les travaux ne devront pas être entrepris pendant la période de reproduction des salmonidés, s'étendant du 1er novembre au 31 mars inclus.

- Dispositif filtrant

Les risques de départ de matériaux en suspension devront être maîtrisés par la mise en place d'un dispositif de collecte et de décantation (filtre, botte de paille,...) à l'aval des travaux.

Intervention sur le ruisseau dit « le Premier Locq » : sur le tronçon de l'aqueduc du chemin communal à la confluence avec le ruisseau du Laison

- Entretien régulier

Sur ce tronçon, l'opération se limitera à un enlèvement des embâcles et à un traitement de la végétation rivulaire existante. En cas de développement de végétaux dans le lit mineur du ruisseau, ceux-ci pourront être dessouchés et évacués pour rétablir un bon écoulement des eaux.

Les végétaux en haut de berge devront être maintenus pour garantir un ombrage sur le ruisseau, limitant le développement de la végétation herbacée dans le lit mineur.

Suivi après travaux

Un an après réalisation, ces travaux feront l'objet d'un contrôle pour vérifier la conformité des travaux réalisés. Selon l'évolution du ruisseau et son fonctionnement, des ajustements pourraient être demandés pour améliorer l'efficacité du système.

Article 4 : Modification des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut rejet.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 5 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objets du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenus du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration doit être porté, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 6 : Début et fin des travaux – Mise en service

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation.

Article 7 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 9 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-37 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Article 10 : Publication et information des tiers

Conformément à l'article R.214-37 du code de l'environnement, une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune de LION-DEVANT-DUN, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la MEUSE pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 11 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la MEUSE,

Le maire de la commune de LION-DEVANT-DUN,

Le directeur départemental des territoires de la MEUSE

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la MEUSE, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

A BAR LE DUC, le **19 JUIL. 2016**

Pour le préfet de la Meuse et par délégation
Pour le directeur
L'adjoint au chef de service


Bernard BILLARD

PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales

ANNEXE

LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES

- Arrêté du 30 mai 2008 (3.2.1.0)



PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ 2016-06-21-001

**APPROUVANT LE PLAN DE GESTION DES POISSONS MIGRATEURS
DU BASSIN SEINE-NORMANDIE
POUR LA PERIODE 2016-2021**

**LE PREFET DE LA REGION D'ÎLE-DE-FRANCE
PREFET DE PARIS
PREFET COORDONNATEUR DU BASSIN SEINE-NORMANDIE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

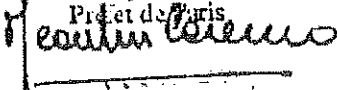
- VU** le code de l'environnement, livre IV, titre III, et notamment les articles R436-44 et suivants ;
- VU** l'arrêté du 18 avril 2011 approuvant le plan de gestion des poissons migrateurs du bassin Seine-Normandie pour la période 2011-2015 ;
- CONSIDERANT** la consultation du public qui s'est tenue du 11 janvier 2016 au 15 février 2016 et qui n'a révélé aucune demande de modification ;
- CONSIDERANT** l'avis favorable à l'unanimité du comité de gestion des poissons migrateurs en date du 1^{er} juin 2016 ;
- SUR** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, délégué de bassin,

ARRETE

Article 1^{er}. – Le plan de gestion des poissons migrateurs du bassin Seine-Normandie pour la période 2016-2021, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Article 2. – L'arrêté n°2011-393 du 18 avril 2011, approuvant le plan de gestion des poissons migrateurs du bassin Seine-Normandie pour la période 2011-2015 est abrogé.

Article 3. – Le préfet, secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris et le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, délégué de bassin Seine-Normandie, sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Paris, le 21 JUIN 2016
Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris


Jean-François CARENCO



PRÉFET DE LA MEUSE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHÉSION
SOCIALE ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Bar-le-Duc, le

22 JUL. 2016

Direction

Secrétariat général

<p align="center">Arrêté DDCSPP n° 2016 - 102 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale</p>

**Le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de
la Meuse**

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret du 12 novembre 2014 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2012 du Premier ministre nommant Monsieur Laurent DLÉVAQUE directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse à compter du 1^{er} janvier 2013 ;

Vu l'arrêté n° 2016-653 du 25 mars 2016 accordant délégation de signature à Monsieur Laurent DLÉVAQUE, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : En mon absence ou en cas d'empêchement et en vertu de l'article 5 de l'arrêté n° 2016-653, subdélégation de signature, à l'effet de signer en mon nom l'ensemble des décisions couvrant les matières énumérées aux articles 1^{er} et 2 du même arrêté, est accordée à :

- Madame le Docteur Isabelle JEUDY, Directrice départementale adjointe ;
- Madame le Docteur Martine LECHEVALLIER, chef du service Santé, protection animale et environnement ;
- Monsieur Marc JANIN, chef du service Hygiène alimentaire, consommation et répression des fraudes ;
- Monsieur Alexandre JANKOWIAK, secrétaire général.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame le Docteur Martine LECHEVALLIER, inspecteur de la santé publique vétérinaire, délégation de signature est accordée à Monsieur le Docteur Daniel GROSJEAN, vétérinaire inspecteur, à l'effet de signer les actes relatifs à la pré-certification sanitaire pour les mouvements internationaux.

Article 3 : Subdélégation de signature est accordée, en vertu de l'article 5 de l'arrêté n° 2016-653, à Monsieur Alexandre JANKOWIAK, secrétaire général, à l'effet de signer ordinairement les décisions suivantes :

- L'octroi de congés annuels, congés de maternité, congés de paternité, d'adoption ou de congé bonifié ;
- L'octroi et le renouvellement des congés de maladie, des congés de longue maladie et des congés de longue durée ;
- L'autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel ;
- Le retour dans l'exercice des fonctions à temps plein ;
- L'utilisation des congés accumulés sur un compte-épargne temps ;
- L'octroi des autorisations d'absence, à l'exception de celles relatives à l'exercice d'un droit syndical ;
- Les transmissions aux bureaux régionaux et centraux de gestion des agents ;
- Les commandes de matériels, fournitures, véhicules, prestations ;
- La signature des marchés, ordre de service et de toute pièce contractuelle relative aux travaux d'aménagement et d'entretien des biens mobiliers et immobiliers ;
- Les décisions relatives à l'action sociale en faveur des personnels de la DDCSPP ;
- Le fonctionnement des commissions de réformes pour les personnels appartenant à la fonction publique de l'État et à la fonction publique hospitalière ;
- Les correspondances en matière de ressources humaines ou en vertu de ses subdélégations de signatures d'ordonnateur secondaire délégué et de pouvoir adjudicateur ;
- Les copies conformes de documents administratifs et comptables.

Article 4 : Subdélégation de signature est accordée, en vertu de l'article 5 de l'arrêté n° 2016-653, à Madame Solène CHOPLIN, cheffe du service Insertion, prévention de toutes les exclusions, à l'effet de signer ordinairement les décisions suivantes :

- Les allocations différentielles aux adultes handicapés ;
- La prise en charge, à titre subsidiaire, des frais d'hébergement et d'entretien des personnes handicapées dans les établissements de rééducation professionnelle ;
- La délivrance et le retrait de la carte de stationnement pour personnes handicapées et les décisions relatives aux modalités de contrôle et de conditions de retrait de l'agrément « Vacances adaptées organisées pour adultes handicapés ».

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meuse.

Le Directeur départemental de la cohésion sociale
et de la protection des populations



Laurent DLÉVAQUE



PRÉFET DE LA MEUSE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHÉSION
SOCIALE ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Bar-le-Duc, le

22 JUL. 2016

Direction

Secrétariat général

<p align="center">Arrêté DDCSPP n° 2016 - 103 portant subdélégation de signature d'ordonnateur secondaire</p>

Le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret du 12 novembre 2014 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2012 du Premier ministre nommant Monsieur Laurent DLÉVAQUE directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse à compter du 1^{er} janvier 2013 ;

Vu l'arrêté n° 2014-3980 du 1^{er} décembre 2014, modifié, accordant délégation de signature d'ordonnateur secondaire à Monsieur Laurent DLÉVAQUE, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : En mon absence ou en cas d'empêchement, subdélégation de signature d'ordonnateur secondaire est accordée, en vertu et dans les limites de l'arrêté n° 2014-3980 susvisé, à l'effet de signer en mon nom, sous ma responsabilité et sous mon contrôle, tous les mandats de dépenses publiques, pièces justificatives annexées ainsi que les titres de perceptions et ordres de reversement au sein de la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse, à :

- Madame le Docteur Isabelle JEUDY, directrice départementale adjointe ;
- Monsieur Alexandre JANKOWIAK, secrétaire général ;
- Madame le Docteur Martine LECHEVALLIER, chef du service santé, protection animale et environnement ;
- Monsieur Marc JANIN, chef du service hygiène alimentaire, consommation et répression des fraudes.

Article 2 : En l'absence d'Alexandre JANKOWIAK, subdélégation de signature est accordée à Madame Fabienne PHILIPPE, gestionnaire budgétaire et comptable, à l'effet de signer, sous le contrôle de son supérieur hiérarchique, les mandats de dépenses publiques, pièces justificatives annexées ainsi que les titres de perceptions et ordres de reversement couvrant le domaine du secrétariat général pour les budgets opérationnels de programme 206, 309 et 333.

Le Directeur départemental de la cohésion sociale
et de la protection des populations



Laurent DLÉVAQUE



PRÉFET DE LA MEUSE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHÉSION
SOCIALE ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Bar-le-Duc, le

22 JUL. 2016

Direction

Secrétariat général

Arrêté DDCSPP n° 2016 - 104
portant subdélégation de signature du pouvoir adjudicateur

Le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse

Vu le code des marchés publics ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret du 12 novembre 2014 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2012 du Premier ministre nommant Monsieur Laurent DLÉVAQUE directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse à compter du 1^{er} janvier 2013 ;

Vu l'arrêté n° 2014-3981 du 1^{er} décembre 2014, modifié, accordant délégation de signature du pouvoir adjudicateur à Monsieur Laurent DLÉVAQUE, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Subdélégation de signature du pouvoir adjudicateur est accordée, en vertu et dans les limites de l'arrêté n° 2014-3981 susvisé, est accordée en matière de marchés et accords-cadres de travaux, fournitures et services à :

- Madame le Docteur Isabelle JEUDY, directrice départementale adjointe ;
- Monsieur Alexandre JANKOWIAK, secrétaire général.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meuse.

Le Directeur départemental de la cohésion sociale
et de la protection des populations

Laurent DLÉVAQUE